

CHECK AGAINST DELIVERY

Allocution de Mme Mahbouba Seraj Briefing au Conseil de sécurité de l'ONU sur l'Afghanistan Le 26 janvier 2022

M. le Président, Excellences,

Je m'appelle Mahbouba Seraj, je suis afghano-américaine, activiste pour les droits des femmes et je vis en Afghanistan depuis 2003.

Au cours des 20 dernières années, le peuple afghan — notamment les femmes et les filles — se sont battues pour l'égalité, les droits humains, un gouvernement inclusif, la paix et la sécurité dans notre pays. Cependant, le départ hâtif de la communauté internationale d'Afghanistan en août dernier a miné nos acquis et anéanti l'espoir d'une nation démocratique. Les talibans ont à nouveau le contrôle et démantèlent nos droits, jour après jour. Des centaines de milliers d'Afghans ont été déplacés dans des pays du monde entier. Et aujourd'hui, en Afghanistan, les femmes sont littéralement effacées de la vie publique, que leurs visages soient noircis dans les publicités, ou bien que les mannequins de vitrine soient décapitées.

Mes sœurs afghanes et moi-même avons mis en garde le Conseil de sécurité ainsi que la communauté internationale plus largement de cette éventualité durant des années. Je suis bouleversée de devoir être ici aujourd'hui, face à vous, pour confirmer cette réalité. Mais nous ne serons pas réduites au silence, et vous avez le devoir d'honorer vos engagements pris envers nous, les femmes afghanes, au fil des années.

Aujourd'hui, mon intervention sera centrée sur le devoir du Conseil de sécurité, de l'ONU et de la communauté internationale de maintenir les droits des femmes afghanes au cœur de toutes les discussions liées à l'Afghanistan. Mon intervention portera sur :

- 1) Le sort des droits des femmes ;
- 2) La crise humanitaire ;
- 3) La crise économique et du secteur bancaire ; et
- 4) La collaboration avec les talibans.

Sur les droits des femmes

M. le Président,

Après avoir connu la liberté pendant 20 ans — en travaillant, en poursuivant nos études, en pratiquant du sport, en jouant de la musique — il a fallu moins de 6 mois pour démanteler entièrement les droits des femmes et des filles à travers le pays. La scolarisation des filles afghanes est en péril, notamment celle des femmes et des adolescentes, qui sont pour la plupart exclues des écoles et des universités. Beaucoup de femmes ont fui le pays ou sont enfermées chez elles, craignant que leur religion, leur handicap, leur orientation sexuelle ou leur appartenance ethnique fassent d'elles une cible. Les magistrates, auparavant honorées par la communauté internationale, doivent à présent fuir les coupables qu'elles avaient mis derrière les barreaux.

Aujourd'hui, les femmes sont obligées de se déplacer avec un *mahram*, ou un tuteur. Ceci les empêche de se déplacer librement et de mener une vie normale. Beaucoup de femmes ne peuvent pas se rendre à des rendez-vous médicaux, se retrouvent coincées dans des situations de violence conjugale, et ne peuvent pas chercher un emploi. Dans un pays où des millions d'Afghanes sont veuves et donc les seules à subvenir aux besoins de leurs enfants, cette pratique entrave la survie de ces familles.

Alors qu'il semblerait que le monde ait abandonné les femmes afghanes, nous sommes toujours là. Nous manifestons dans les rues tous les jours, malgré les menaces, la présence d'armes et la violence. Nous luttons pour être incluses, pour la justice et contre l'oppression de notre peuple. Mais nous avons besoin de votre soutien

politique et des moyens nécessaires pour y arriver. Nous avons besoin que vous soyez à nos côtés et que vous garantissiez l'inclusion égale des femmes afghanes dans toutes les prises de décision concernant l'avenir de l'Afghanistan. Il s'agit de demander aux talibans qu'ils annulent la pratique des *mahram* et maintiennent la liberté de mouvement des femmes et qu'ils garantissent l'accès à l'emploi, à l'éducation et aux soins. Il s'agit d'interroger directement les talibans sur le lieu où se trouvent les femmes défenseuses des droits humains, Tamana Zaryab Paryani et Parwana Ebrahim Khel, alors que nous savons qu'elles ont été enlevées chez elles pour avoir manifesté contre les pratiques répressives, telles que le port du voile obligatoire. Cela signifie ne pas oublier la disparition d'Alia Azizi. Vous ne pouvez pas vous permettre l'inaction à leur égard en prétendant nous soutenir au sein de ce Conseil.

Sur la situation humanitaire

M. le Président,

Nous nous trouvons dans une crise humanitaire catastrophique. Depuis que les talibans ont pris le pouvoir, la famine et la pauvreté en Afghanistan sont montées en flèche. En ce moment-même, plus de la moitié de la population a besoin d'aide alimentaire de toute urgence, un nombre record en Afghanistan. Des familles ont été forcées à vendre leurs enfants pour gagner de l'argent. D'autres ont eu recours au mariage forcé de jeunes filles, dont certaines n'ont pas plus de 9 ans, pour recevoir une dot et acheter à manger ou payer des frais médicaux. En empêchant les femmes humanitaires de travailler¹ et en détruisant les systèmes de prévention et de réponse aux violences basées sur le genre de manière systématique, les talibans compromettent l'accès des femmes à ces services. Nos hôpitaux sont dépourvus de matériel, de médicaments, y compris les tests COVID, et de services pour la santé reproductive des femmes. Tout cela risque d'accroître le taux de mortalité maternelle déjà élevé du pays.

Face à la forte dégradation de la situation humanitaire au cours des 5 derniers mois, mes concitoyens demandent pourquoi ils méritent cela. Et personne ne peut leur répondre.

Il est de votre devoir en tant que Conseil de sécurité, en tant que communauté internationale et en tant que Nations Unies de faire tout votre possible pour assurer un secours rapide et adéquat afin d'éviter encore plus de souffrance. L'assistance humanitaire doit être accessible à tous les Afghans, y compris aux femmes, aux minorités et à tous les autres groupes marginalisés. Pour y parvenir, tous les travailleurs humanitaires, y compris les femmes, doivent être autorisés à travailler pleinement et en toute sécurité, sans craindre des représailles. Par ailleurs, la communauté internationale doit s'assurer que toute aide humanitaire soit directement fournie à des organisations qui respectent les principes humanitaires et à des organisations locales, sans passer par les talibans. La conception et la mise en œuvre d'interventions humanitaires doivent se faire en consultation régulière avec les organisations de femmes basées en Afghanistan.

Sur l'économie

M. le Président

Bien que l'aide humanitaire soit essentielle pour répondre à des besoins urgents, l'effondrement du système bancaire et de l'économie doivent également être pris en compte. En ce moment, des Afghans de classe moyenne sont obligés d'attendre des heures avant de pouvoir retirer la modeste somme d'argent autorisée par jour. Le prix de produits de base, tels que le blé, l'huile, le riz et le sucre, continuent de grimper. Depuis août dernier, les Afghans ont perdu un demi-million d'emplois, impactant disproportionnellement les femmes. Par ailleurs, la fuite sans précédent du capital humain, engendré par la prise de pouvoir des talibans en août, a dépourvu le pays de personnes suffisamment compétentes et qualifiées.

Même si la question du système bancaire et de la chaîne d'approvisionnement est résolue, la participation active des femmes dans le monde du travail sera clé pour la croissance économique de l'Afghanistan. La contribution des femmes à la population active a progressivement augmenté depuis 2009. Nous avons payé nos impôts, gagné

¹ Ceci inclut l'interdiction totale de travailler, la limitation du type de travail auxquels elles ont accès et l'obligation d'être accompagnée d'un mahram.

notre vie et créé des opportunités — ce qui est indispensable à la prospérité économique du pays. De fait, empêcher les femmes de travailler coûterait l'équivalent de 1 milliard de dollars du PIB à l'économie afghane. Et bien que les talibans s'opposent à notre droit de travailler dans la sphère publique, la plupart des Afghans nous soutiennent. Le Conseil de sécurité, l'ONU et la communauté internationale doivent garantir le droit des femmes de travailler en Afghanistan, consacrer des fonds au soutien et au monitoring de l'accès des femmes et des filles à l'éducation et à leurs droits économiques, et enfin travailler en partenariat avec les femmes pour élaborer des solutions face à la crise économique actuelle.

Sur la collaboration avec les talibans

J'en viens à mon dernier point, qui est le plus important. Le peuple afghan, notamment les femmes afghanes, est conscient que le monde est confronté à un dilemme entre collaborer avec les talibans et en même temps répondre aux besoins urgents et aux attentes des Afghans. Les Afghans ordinaires ne devraient pas payer le prix d'une crise dont ils sont les victimes. De même, les talibans ne peuvent pas prendre en otage la vie des Afghans comme rançon face à la communauté internationale. Il est pour cela dans notre intérêt collectif d'assurer une présence internationale solide à travers la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA), en tant qu'observateur pour la communauté internationale sur le terrain et en supervisant la situation dans le pays et la mise en œuvre des engagements bilatéraux et internationaux des talibans. Ceci est d'autant plus important que la société civile, les médias et les ONG internationales n'en ont pas les moyens. La MANUA devrait également être la porte-parole dans le dialogue avec les talibans, pour le bien du peuple afghan, et garantir plus de consultations inclusives avec les Afghans et les Afghanes dans toute leur diversité.

De la même manière, la communauté internationale ne doit pas sous-estimer son influence face aux talibans. Les droits humains, les droits des femmes et la responsabilisation doivent faire partie intégrante de toutes les discussions. De plus, tout soutien économique et politique auprès des talibans doit être accompagné de conditions claires qui répondent aux besoins et à la protection des droits de la population, y compris des femmes, des filles, des minorités et d'autres groupes marginalisés. Vous avez confirmé l'importance du respect de tous les droits humains dans la résolution 2593. Il est temps d'agir.

Pour finir, il est impératif que la communauté internationale cesse d'envoyer des délégations exclusivement masculines lors de rencontres avec les talibans. Cela envoie un message dangereux indiquant que vous ne valorisez pas nos droits ou nos opinions. L'inclusion de femmes étrangères n'est pas suffisante ; nous devons être celles qui entament le chemin vers un gouvernement inclusif et établi pour et par les Afghans et les Afghanes. La représentation de femmes afghanes diverses — en particulier issues de la société civile — doit faire partie intégrante de toutes les négociations entamées avec les talibans.

M. le Président,

Je ne suis ni la première femme afghane qui s'adresse à ce Conseil, ni la dernière. Mais cette fois-ci, j'espère que les membres de cet organisme reconnu et plus largement ceux de la communauté internationale nous prendrons enfin au sérieux.

Bien que nous ne puissions pas revenir en arrière, nous pouvons nous décider à avancer autrement. Garantir l'intégration significative des femmes afghanes dans l'avenir de notre pays est un point de départ essentiel.

Je vous remercie.